



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la protection des populations
et Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2026-04-09**

du 13 AVR. 2026

**à l'encontre de la société EUROFLOAT
sur la commune de Salaise-sur-Sanne**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 et R.512-69 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 réglementant les activités exercées par la société EUROFLOAT, au sein de son établissement situé zone industrielle portuaire, 312 rue des Balmes sur la commune de Salaise-sur-Sanne (38150) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-ENV-2016-01-12 du 22 janvier 2016 ;

Considérant les rapports de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 8 mars 2024 réalisé à la suite de la visite d'inspection du 14 février 2024, du 14 octobre 2025 réalisé à la suite de la visite d'inspection du 29 juillet 2025 et du 16 mars 2026 réalisé à la suite de la visite effectuée le 25 février 2026 du site de la société EUROFLOAT, situé sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 – 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Considérant le courriel du 16 mars 2026, avec accusé réception du 18 mars 2026, de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société EUROFLOAT, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site implanté sur la commune de Salaise-sur-Sanne ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 30 mars 2026 ;

Considérant que lors des visites d'inspection du 29 juillet 2025 et du 25 février 2026, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas remis de rapport d'accident conforme à l'article R.512-69 du code de l'environnement sur la fuite de fuel ayant eu lieu du 27 juin 2025 au 30 juin 2025 ;

Considérant que lors des visites d'inspection du 14 février 2024, du 29 juillet 2025 et du 25 février 2026, il a été constaté que l'exploitant ne détenait pas de plan des réseaux conforme à l'article 4.2.2 des prescriptions particulières d'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 susvisé ;

Considérant que le non-respect des articles sus-mentionnés, est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EUROFLOAT de respecter les dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et l'article 4.2.2 des prescriptions particulières d'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La société EUROFLOAT (SIREN n°343 187 621), dont le siège social est implanté zone industrielle et portuaire, 312 rue des Balmes – 38150 Salaise-sur-Sanne, exploitant une installation de production de verre plat sur la commune de Salaise-sur-Sanne, à la même adresse que son siège social, est mise en demeure, à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter dans un délai de 3 mois, les dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et dans un délai de six mois, de respecter les dispositions de l'article 4.2.2 des prescriptions particulières d'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 susvisé.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans les délais prévus, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EUROFLOAT et dont copie sera adressée au maire de Salaise-sur-Sanne.

La préfète



Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général

Mahamadou DIARRA

13 AVR. 2026